

[Texte]

Mr. Ledrew (Harbourfront Corporation): Mr. Chairman, I was on the board of Harbourfront for a number of years until the board of director appointments lapsed in December 31, 1990. With me is Frank Mills who was the General Manager and President of Harbourfront for four years prior to December 31.

• 1540

To answer your question directly, with the involvement of the other groups, you are absolutely right when you say there are four levels of elected government dealing with Harbourfront. There has been quite a debate over the last five years, coming out of a number of issues relating to the land use on the Toronto waterfront.

Of course, the structure of Harbourfront was legally that the Minister of Public Works was the sole shareholder. The federal government appointed the directors to the board. As it then was, the Harbourfront Corporation was only responsible and only answered to the federal government, although the federal government appointed directors attempting to make sure it was representative.

As far as involvement with other levels of government, every board member and every person on the executive committee of Harbourfront was totally involved with either of four levels, which is no easy feat.

Mr. Lee: Can I then conclude that each of you has ceased to fill the role you filled prior to the end of 1990 in terms of official capacity? Is that correct?

Mr. Ledrew: I will let Frank speak for himself. As I said, I was a member of the board of directors. The board of directors all received notices that their appointments lapsed on December 31, 1990. I was mistaken earlier when I said 1991. That legal entity known as the Harbourfront Corporation is now controlled by three other directors who were appointed by the government prior to the existing board being asked to resign.

Harbourfront Corporation still owns all of the assets it held over the last 10 years, being primarily 100 acres of real estate on the waterfront. There is a new Harbourfront Corporation called Harbourfront '90 which is a non-profit corporation to which the government wants to transfer some of the assets of the old Harbourfront Corporation, as primarily set out in the McKeough report, which reported to the federal government.

Mr. Lee: I recalled reading in the Crombie report, on which the government and Mr. McKeough based a lot of their decision-making in relation to Harbourfront, that they would have asked incumbent board members to continue in this position. Are you aware that any directors of last year have continued in that capacity this year?

[Traduction]

M. Ledrew (société Harbourfront Corporation): Monsieur le président, j'ai fait partie du conseil d'administration de la société Harbourfront pendant un certain nombre d'années, jusqu'à ce que les nominations au conseil d'administration viennent à échéance le 31 décembre 1990. Je suis accompagné de Frank Mills, qui a occupé les fonctions de président-directeur général de la société Harbourfront pendant quatre ans, jusqu'au 31 décembre dernier.

Pour répondre à votre question concernant les rapports avec d'autres groupes d'intérêts, vous avez tout à fait raison de dire que la société Harbourfront était en rapport avec des représentants élus à quatre niveaux. Au cours des cinq dernières années, il a très souvent été question de différents problèmes concernant l'utilisation des terrains riverains du lac à Toronto.

Naturellement, d'après la structure juridique de la société Harbourfront, le ministre des Travaux publics en était l'unique actionnaire. Le gouvernement fédéral nommait les membres du conseil d'administration. A cette époque, la société Harbourfront n'était responsable que devant le gouvernement fédéral et celui-ci nommait les membres du conseil d'administration, pour s'assurer de sa représentativité.

Chaque membre du conseil d'administration et du comité directeur de la société Harbourfront a effectivement eu des rapports avec l'un des quatre niveaux de gouvernement, ce qui n'a pas toujours été commode.

M. Lee: Puis-je donc en conclure que vous avez tous les deux cessé d'occuper les fonctions qui étaient les vôtres jusqu'à la fin de 1990?

M. Ledrew: Je vais laisser Frank répondre en ce qui le concerne. Comme je l'ai dit, j'étais membre du conseil d'administration, et comme tous les autres membres, j'ai reçu un avis m'indiquant que mes fonctions à ce titre prenaient fin le 31 décembre 1990. Je me suis trompé tout à l'heure en parlant de 1991. L'entité juridique appelée société Harbourfront Corporation est maintenant dirigée par trois autres administrateurs qui ont été nommés par le gouvernement avant que les membres du conseil d'administration précédent aient été invités à démissionner.

La société Harbourfront Corporation est toujours propriétaire des actifs qu'elle a acquis au cours des 10 dernières années, c'est-à-dire essentiellement 100 acres de terrain situés en bordure du lac. Il existe maintenant une nouvelle société, à but non lucratif, appelée Harbourfront 90, et à laquelle le gouvernement entend transférer une partie des biens de l'ancienne société, selon les modalités énoncées dans le rapport McKeough qui a été présenté au gouvernement fédéral.

M. Lee: Je me souviens d'avoir pris connaissance du rapport Crombie, qui a servi de fondement au gouvernement et à M. McKeough dans les décisions qu'ils ont prises concernant la société Harbourfront, et où il était question d'inviter les membres titulaires du conseil d'administration à rester en fonction. A votre connaissance, y a-t-il des administrateurs de l'année dernière qui exercent encore leurs fonctions cette année?